

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/31309]

6 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21 et accordant des dispenses en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, notamment l'article 23, alinéas 1^{er} et 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21 et accordant des dispenses en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 mai 2017 instaurant le modèle de test genre en exécution des articles 4 et 6 du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 31 mars 2017 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 mai 2017 ;

Vu le « test genre » du 18 mai 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole du 18 mai 2017 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement ;

Vu l'avis 61.844/2/V du Conseil d'Etat, donné le 21 août 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er} Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21 et accordant des dispenses en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les termes « 19, 20 et 21 » sont remplacés par les termes « 19, 19^{ter}, 20, 20^{bis}, 21 et 21^{ter} » ;

2^o le chiffre « 25 » est supprimé.

§ 2. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21 et accordant des dispenses en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est remplacé par les termes « Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 19^{ter}, 20, 20^{bis}, 21 et 21^{ter} et accordant des dispenses en application des articles 23 et 24 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection ».

Art. 2. Dans l'intitulé du Chapitre 1^{er} du même arrêté, les termes « 19, 20 et 21 » sont remplacés par les termes « 19, 19^{ter}, 20, 20^{bis}, 21 et 21^{ter} ».

Art. 3. Dans le même arrêté, un article 1^{er}bis est ajouté, rédigé comme suit :

« Article 1^{er}bis. – § 1^{er}. La première session de formation est commune aux fonctions visées aux articles 19^{ter}, 20^{bis} et 21^{ter} du décret du 4 janvier 1999 et comporte un module.

§ 2. Les thèmes de ce module sont les suivants :

1^o communication interne et externe : modes de communication et d'information dans le contexte scolaire, règles de déontologie, d'éthique et de secret professionnel, techniques de communication positive et assertive, techniques de prise de parole en public ;

2^o conduite et motivation des groupes : mécanismes de motivation de groupes, modes de prise de décision, techniques d'animation et de gestion de groupes, techniques de gestion de réunions, techniques favorisant l'esprit d'équipe et la mobilisation de membres du personnel autour de projets ;

3^o aptitudes personnelles liées à la gestion des ressources humaines : techniques favorisant la capacité d'écoute, techniques d'évaluation de membres du personnel dans le périmètre de la fonction exercée, techniques d'auto-évaluation, à exercer notamment dans les organes de concertation internes aux établissements ;

4^o gestion des conflits : modes de résolution de conflits et leurs impacts sur la situation, processus de négociation et de médiation, techniques permettant de développer la capacité à prévenir différents niveaux et types de conflits, techniques permettant de développer la capacité à gérer, à résoudre différents niveaux et types de conflits dans le cadre de la fonction exercée.

§ 3. La première session de formation a une durée totale de 20 heures. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, au Chapitre 1^{er}, un article 3^{bis} est ajouté, rédigé comme suit :

« Art. 3^{bis}. – Le membre du personnel de l'enseignement de promotion sociale ayant obtenu une attestation de réussite du module relationnel visé à l'article 17, § 1^{er} du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs est dispensé, s'il en fait la demande expresse, de la première session de formation ainsi que de l'épreuve la sanctionnant. ».

Art. 5. Dans l'intitulé du Chapitre II du même arrêté, les termes « 19, 20 et 21 » sont remplacés par les termes « 19, 19^{ter}, 20, 20^{bis}, 21 et 21^{ter} ».

Art. 6. Dans le même arrêté, un article *4bis* est ajouté, rédigé comme suit :

« Art. *4bis*. – § 1^{er}. La deuxième session de la formation visée à l'article 19^{ter} du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, pour l'enseignement de promotion sociale, est répartie en deux modules.

§ 2. Les thèmes du premier module sont les suivants :

1° les objectifs généraux de l'enseignement et leur mise en œuvre, notamment dans l'enseignement de promotion sociale ;

2° les dossiers pédagogiques ;

3° le Service Francophone des Métiers et des Qualifications, les profils de formation, de certification et d'équipement ;

4° la place de l'enseignement de promotion sociale dans les bassins de vie Enseignement – Emploi – Formation et dans les Pôles ;

5° les conventions dans l'enseignement de promotion sociale ;

6° la démarche qualité dans l'enseignement de promotion sociale.

Les thèmes du second module sont les suivants :

1° l'acquisition de compétences en matière d'organisation générale d'un établissement de promotion sociale ;

2° l'acquisition de compétences en matière de gestion administrative d'un établissement de promotion sociale, telles que l'élaboration des documents annuels, la tenue des dossiers des étudiants, l'encodage de conventions et le suivi des conventions ;

3° l'acquisition de compétences en matière de gestion pédagogique d'un établissement de promotion sociale, telles que l'organisation et de tenue des conseils des études, l'organisation de tests d'admission et des épreuves intégrées, la gestion des dossiers de valorisation des acquis, le traitement des recours.

§ 3. La seconde session de formation pour la fonction de sous-directeur dans l'enseignement de promotion sociale a une durée totale de 40 heures, réparties comme suit :

1° 10 heures pour le premier module consacré aux concepts fondamentaux de l'enseignement de promotion sociale ;

2° 30 heures pour le second module consacré à l'acquisition de compétences en matière d'organisation générale d'un établissement de promotion sociale, de sa gestion administrative et de sa gestion pédagogique en lien avec l'exercice de la fonction de sous-directeur. ».

Art. 7. Dans le même arrêté, au Chapitre II, un article *4ter* est ajouté, rédigé comme suit :

« Art. *4ter*. – Le membre du personnel de l'enseignement de promotion sociale ayant obtenu une attestation de réussite du module spécifique « réseau administratif » et une attestation de réussite du module spécifique « réseau pédagogique » visés à l'article 18, § 1^{er}, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs est dispensé, s'il en fait la demande expresse, de la deuxième session de formation ainsi que de l'épreuve la sanctionnant. ».

Art. 8. Dans le même arrêté, un article *5bis* est ajouté, rédigé comme suit :

« Art. *5bis*. – § 1^{er}. La deuxième session de la formation visée à l'article 20^{bis} du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, pour l'enseignement de promotion sociale, est répartie en deux modules.

§ 2. Les thèmes du premier module sont les suivants :

1° les objectifs généraux de l'enseignement et leur mise en œuvre, notamment dans l'enseignement de promotion sociale ;

2° les dossiers pédagogiques ;

3° le Service Francophone des Métiers et des Qualifications, les profils de formation, de certification et d'équipement ;

4° la place de l'enseignement de promotion sociale dans les bassins de vie Enseignement – Emploi – Formation et dans les Pôles ;

5° les conventions dans l'enseignement de promotion sociale ;

6° la démarche qualité dans l'enseignement de promotion sociale.

Les thèmes du second module sont les suivants :

1° l'acquisition de compétences en matière d'organisation générale d'un établissement de promotion sociale, de sa gestion pédagogique et éducative, notamment en ce qui concerne le développement structuré des activités d'enseignement liées aux cours techniques et de pratique professionnelle, les dossiers de valorisation des acquis, les stages en entreprises et la protection des stagiaires ;

2° la coordination du travail des chargés de cours de cours technique et de pratique professionnelle, de leur gestion administrative, matérielle et financière, notamment en ce qui concerne l'élaboration de fiches de travaux internes et externes, de plans d'équipement, de coordination du travail de chef d'atelier avec les autres membres de l'équipe de direction et du conseiller en prévention ;

3° la gestion des personnels et des ressources matérielles et financières en ce compris les marchés publics ;

4° l'application des consignes de sécurité et d'hygiène et des mesures de prévention ;

5° la collaboration avec les services compétents.

§ 3. La deuxième session de formation pour la fonction de chef d'atelier dans l'enseignement de promotion sociale a une durée totale de 40 heures, réparties comme suit :

1° 10 heures pour le premier module consacré aux concepts fondamentaux de l'enseignement de promotion sociale ;

2° 30 heures pour le second module consacré à l'acquisition de compétences en matière d'organisation générale d'un établissement de promotion sociale, de sa gestion pédagogique et éducative, de sa gestion administrative, matérielle et financière en lien avec l'exercice la fonction de chef d'atelier. ».

Art. 9. Dans le même arrêté, un article *6bis* est ajouté, rédigé comme suit :

« Art. *6bis*. – § 1^{er}. La deuxième session de la formation visée à l'article *21ter* du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, pour l'enseignement de promotion sociale, comporte un seul module.

§ 2. Le module a pour objet l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires essentielles ainsi que le développement de capacités de gestion administrative et informatique, notamment des dispositions en rapport avec la fonction, relatives au statut du personnel enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation, au régime des congés, aux documents administratifs concernant lesdites membres du personnel, à la gestion de la dotation organique et à l'établissement des documents annuels d'un établissement d'enseignement de promotion sociale, et au fonctionnement du comité de concertation de base.

§ 3. La deuxième session de formation pour la fonction de secrétaire de direction dans l'enseignement de promotion sociale a une durée totale de 40 heures. ».

Art. 10. La Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 septembre 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
I. SIMONIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/31309]

6 SEPTEMBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten en tot toekenning van vrijstellingen met toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, inzonderheid op artikel 23, eerste en tweede lid;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten en tot toekenning van vrijstellingen met toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 mei 2017 tot instelling van het model van gendertest ter uitvoering van de artikelen 4 en 6 van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 maart 2017 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 2 mei 2017;

Gelet op de « gendertest » van 18 mei 2017 uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol van 18 mei 2017 van het Comité van sector IX en van het Comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, die gezamenlijk zetelen;

Gelet op het advies 61.844/2/V van de Raad van State, gegeven op 21 augustus 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke kansen;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten en tot toekenning van vrijstellingen met toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « 19, 20 en 21 » worden vervangen door de woorden « 19, *19ter*, 20, *20bis*, 21 en *21ter* » ;

2° het cijfer « 25 » wordt geschrapt.

§ 2. Het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten en tot toekenning van vrijstellingen met toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt vervangen als volgt : « Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, *19ter*, 20, *20bis*, 21 en *21ter* bedoelde bevorderings- en selectieambten en tot toekenning van vrijstellingen met toepassing van de artikelen 23 en 24 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten ».

Art. 2. In het opschrift van Hoofdstuk 1 van hetzelfde besluit, worden de woorden 19, 20 en 21 » vervangen door de woorden « 19, *19ter*, 20, *20bis*, 21 en *21ter* ».

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel *1bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *1bis*. – § 1. De eerste vormingssessie is gemeenschappelijk voor de ambten bedoeld in de artikelen *19ter*, *20bis* en *21ter* van het decreet van 4 januari 1999 en bevat één module.

§ 2. De thema's van deze module zijn de volgende :

1° interne en externe communicatie : communicatie- en informatiewijzen in de schoolcontext, regels inzake deontologie, ethiek en beroepsgeheim, technieken voor de positieve en assertieve communicatie, technieken voor de bekwaamheid tot het spreken in het openbaar;

2° leiding en motivering van groepen : processen groepsmotivatie, wijzen van besluitvorming, technieken voor de animatie en het beheer van groepen, technieken voor het beheer van vergaderingen, technieken die bevorderlijk zijn voor de ploegeest en de mobilisatie van de personeelsleden rond projecten ;

3° persoonlijke vaardigheden in verband met het Human Resources Management : technieken die bevorderlijk zijn voor de bekwaamheid tot het luisteren naar, technieken voor de evaluatie van de personeelsleden in het kader van het uitgeoefende ambt, technieken voor zelfevaluatie, die inzonderheid uitgeoefend moeten worden in de overlegorganen die intern zijn aan de inrichtingen ;

4° beheer van conflicten : wijzen waarop conflicten kunnen worden beslecht en hun gevolgen op de situatie, processen voor de onderhandeling en de bemiddeling, technieken die bevorderlijk zijn voor de ontwikkeling van de bekwaamheid tot het voorkomen van verschillende niveaus en types van technische conflicten die bevorderlijk zijn voor de ontwikkeling van de bekwaamheid tot beheer, tot het oplossen van verschillende niveaus en types van conflicten in het kader van het uitgeoefende ambt.

§ 3. De eerste vormingssessie duurt in totaal 20 uur. ».

Art. 4. In hetzelfde besluit, in hoofdstuk I, wordt een artikel *3bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. *3bis*. – Het personeelslid van het onderwijs voor sociale promotie dat een slaagattest behaald heeft voor de relationele module bedoeld in artikel 17, § 1 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, wordt vrijgesteld, indien het daarom uitdrukkelijk verzoekt, van de eerste vormingssessie, alsook van de proef die ze met een getuigschrift bekrachtigt.".

Art. 5. In het opschrift van Hoofdstuk II van hetzelfde besluit worden de woorden « 19, 20 en 21 » vervangen door de woorden « 19, *19ter*, 20, *20bis*, 21 en *21ter* ».

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel *4bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. *4bis*. – § 1. De tweede vormingssessie bedoeld in artikel *19ter* van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, voor het onderwijs voor sociale promotie, wordt verdeeld over twee modules.

§ 2. De thema's van de eerste module zijn de volgende :

1° de algemene doelstellingen van het onderwijs en de uitvoering ervan, inzonderheid in het onderwijs voor sociale promotie ;

2° de pedagogische dossiers ;

3° de « Service Francophone des Métiers et des Qualifications », de profielen voor de opleiding, de bekrachtiging met een getuigschrift en de uitrusting ;

4° de plaats van het onderwijs voor sociale promotie in de levensregio's voor Onderwijs – Tewerkstelling – Opleiding en in de polen ;

5° de overeenkomsten in het onderwijs voor sociale promotie ;

6° de kwaliteitsmethode in het onderwijs voor sociale promotie.

De thema's van de tweede module zijn de volgende :

1° de verwerving van vaardigheden inzake algemene organisatie van een inrichting voor sociale promotie ;

2° de verwerving van vaardigheden inzake administratief beheer van een inrichting voor sociale promotie, zoals het opmaken van jaarlijkse documenten, het houden van dossiers van leerlingen, het coderen van overeenkomsten en de opvolging van de overeenkomsten ;

3° de verwerving van vaardigheden inzake pedagogisch beheer van een inrichting voor sociale promotie, zoals de organisatie en het houden van studieraden, de organisatie van toelatingsproeven en geïntegreerde proeven, het beheer van dossiers over de valorisatie van verworven kennis, de behandeling van beroepen.

§ 3. De tweede vormingssessie voor het ambt van onderdirecteur in het onderwijs voor sociale promotie duurt in totaal 40 uur, verdeeld als volgt :

1° 10 uur voor de eerste module besteed aan de grondbeginselen van het onderwijs voor sociale promotie;

2° 30 uur voor de tweede module besteed aan de verwerving van vaardigheden inzake de algemene organisatie van een inrichting voor sociale promotie, het administratieve beheer ervan en het pedagogisch beheer in verband met de uitoefening van het ambt van onderdirecteur. ».

Art. 7. In hetzelfde besluit, in Hoofdstuk II, wordt een artikel *4ter* toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. *4ter*. – Het personeelslid van het onderwijs voor sociale promotie dat een slaagattest behaald heeft voor de specifieke module « administratief net » en een slaagattest voor de specifieke module « pedagogisch net » bedoeld in artikel 18, § 1, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, wordt vrijgesteld, indien het daarom uitdrukkelijk verzoekt, van de tweede vormingssessie, alsook van de proef die haar bekrachtigt. ».

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel *5bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. *5bis*. – § 1. De tweede vormingssessie bedoeld in artikel *20bis* van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, voor het onderwijs voor sociale promotie, wordt over twee modules verdeeld.

§ 2. De thema's van de eerste module zijn de volgende :

1° de algemene doelstellingen van het onderwijs en de uitvoering ervan, inzonderheid in het onderwijs voor sociale promotie;

2° de pedagogische dossiers ;

3° de « Service Francophone des Métiers et des Qualifications, » de profielen voor de opleiding, de bekrachtiging met een getuigschrift en de uitrusting ;

4° de plaats van het onderwijs voor sociale promotie in de levensregio's voor Onderwijs – Tewerkstelling – Opleiding en in de polen ;

5° de overeenkomsten in het onderwijs voor sociale promotie ;

6° de kwaliteitsmethode in het onderwijs voor sociale promotie.

De thema's van de tweede module zijn de volgende :

1° de verwerving van vaardigheden inzake de algemene organisatie van een inrichting voor sociale promotie, het pedagogische en opvoedingsbeheer ervan, inzonderheid wat betreft de gestructureerde ontwikkeling van de onderwijsactiviteiten gebonden aan de technische en beroepspraktijkgerichte cursussen, de dossiers over de valorisatie van de verworven kennis, de stages in ondernemingen en de bescherming van de stagiaires ;

2° de coördinatie van het werk van de docenten van de technische en beroepspraktijkgerichte cursus, het administratieve, materiële en financiële beheer ervan, inzonderheid wat betreft het opmaken van fiches van interne en externe werkzaamheden, de uitrustingsplannen, de coördinatieplannen van het werk van de werkmeester met de andere leden van het directieteam en van de preventieadviseur ;

3° het beheer van de personeelsleden en de materiële en financiële hulpbronnen, de overheidsopdrachten inbegrepen ;

4° de toepassing van de veiligheids- en hygiënevoorschriften en de preventiemaatregelen ;

5° de samenwerking met de bevoegde diensten.

§ 3. De tweede vormingssessie voor het ambt van werkmeester in het onderwijs voor sociale promotie duurt in totaal 40 uur, verdeeld als volgt :

1° 10 uur voor de eerste module besteed aan de grondbeginselen van het onderwijs voor sociale promotie ;

2° 30 uur voor de tweede module besteed aan de verwerving inzake de algemene organisatie van een inrichting voor sociale promotie, het pedagogische en opvoedingsbeheer, het administratieve, materiële en financiële beheer in verband met de uitoefening van het ambt van werkmeester. ».

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt een artikel *6bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. *6bis*. – § 1. De tweede vormingssessie bedoeld in artikel 21^{ter} van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, voor het onderwijs voor sociale promotie, bevat een enkele module.

§ 2. De module heeft als doel de bekwaamheid tot het beheersen met open boek van teksten betreffende essentiële wetgevings- en verordeningsmateries en de ontwikkeling van de bekwaamheid inzake administratief en computerbeheer, inzonderheid de bepalingen in verband met het ambt, het statuut van het onderwijzend en opvoedend hulppersoneel, het verlofstelsel, de administratieve documenten betreffende de bovenvermelde personeelsleden, het beheer van de organieke dotatie en het opmaken van jaarlijkse documenten van een inrichting voor sociale promotie en de werking van het basisoverlegcomité.

§ 3. De tweede vormingssessie voor het ambt van directiesecretaris in het onderwijs voor sociale promotie duurt in totaal 40 uur. ».

Art. 10. De Minister van Onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 september 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie,
Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke kansen,

I. SIMONIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/31307]

25 AOÛT 2017. — Arrêté ministériel portant agrégation de l'Association belge des Distributeurs de Films en tant qu'organisation représentative d'utilisateurs

La Vice-présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, notamment l'article 7 tel que modifié par le décret du 20 juillet 2005 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 2006 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, notamment l'article 6 ;

Considérant que l'« Association belge des Distributeurs de Films » (en abrégé « A.B.D.F. ») a pour but d'assurer la défense des intérêts moraux et matériels de ses membres, et de façon générale, d'étudier et de défendre les intérêts de l'industrie cinématographique et audiovisuelle ;

Considérant que les conditions d'agrégation telles que définies à l'article 7 du décret du 10 avril 2003 sont remplies,

Arrêtent :

Article unique. L'asbl « Association Belge des Distributeurs de Films », en abrégé « ABDF », enregistrée sous le numéro d'entreprise 446.059.646 et dont le siège social est sis place de l'Alma, 3 bte 2 à 1200 Bruxelles est agréée en tant qu'organisation représentative d'utilisateurs pour une durée de cinq ans à dater de la notification du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 août 2017.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI